14e année
numéro 270

10 Mai 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 270

(10 mai 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Voir en 4e page de la couverture les conditions de vente

QUELQUES ASPECTS DE LA GRÈVE

DES MÉTALLOS PARISIENS

Quand les grévistes ne dirigent pas leur grève

Les meilleurs militants sont sortis de ce conflit profondément dégoûtés. Certes ce n'est pas la première fois qu'ils se trouvent battus. La plupart ont connu des défaites où la rentrée devait s'effectuer parce que, économiquement, la situation n'était plus tenable, mais où la combattivité n'était pas amoindrie chez ceux qui rentraient. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ils sont bel et bien roulés — les chants de victoire de *l'Humanité* ne trompent personne — et ils se rendent compte que dans cette grève tout a été falsifié et maquillé.

Avant d'entrer dans les détails de la grève, ce qui est à la fois nécessaire et difficile, étant donné la complication du conflit, il faut rappeler les conditions de la rentrée.

L'esprit de juin 36 est battu par l'esprit « défense nationale »

Les salaires sont augmentés d'une façon dérisoire : 0,75 de l'heure, soit environ 7%, alors que les revendications ouvrières exprimées en mars parlaient de 18%, suivant en cela la hausse du coût de la vie. Les indices qui ont servi à Jacomet pour l'arbitrage dans l'aéronautique sont périmés depuis plusieurs mois, sans parler de la façon dont ils sont cuisinés.

Pour la métallurgie non nationalisée et non contrôlée la victoire patronale est plus nette encore.

Voici ce que disait *la Journée Industrielle* du 15 avril à propos des différents secteurs de la métallurgie :

S'agissant d'entreprises nationalisées, l'Etat est à la fois patron et client, et nous venons de voir apparaître l'Etat arbitre réglant les relations entre l'Etat patron et l'Etat client, avec d'autant plus d'aisance que l'opération se fait aux frais des contribuables anonymes et silencieux.

On n'oubliera pas, espérons-le, qu'il en va autrement pour les industries dont la trésorerie ne se confond pas avec celle du budget et dont l'Etat n'a pas rempli pour longtemps les carnets de commandes.

L'arbitrage de Giraud suit ces indications à la lettre, il n'accorde aucune augmentation et se borne à conseiller les 7% au cas où les 45 heures seraient appliquées dans les ateliers travaillant pour l'industrie de guerre.

Les ouvriers de la métallurgie ne sont sûrement pas très forts dans les calculs de statistique, mais il est difficile de les tromper dans la pratique et il est certain qu'en comparaison avec novembre 37, date du dernier rajustement, un même nombre de francs représente une quantité de marchandises considérablement réduite. Ce sont là des mathématiques prolétariennes indiscutables.

En dehors de l'échec concernant la question des salaires, principal motif de la grève, il reste le désastreux retour à la semaine de 45 heures, c'est-à-dire, pour les usines utilisant les trois équipes, la perte de la journée du samedi. Même pas de compensation du point de vue pécunier, les 5 heures de plus étant payées au tarif normal.

Le marchandage fut présenté aux grévistes très simplement : « Acceptez les 45 heures, vous aurez les 15 sous d'augmentation ». Vrai marché de dupes par lequel tombe une des plus belles conquêtes ouvrières et précisément celle qui semblait la plus solidement acquise.

L'esprit de juin 36 a été battu par l'esprit « défense nationale » grâce à tous ceux qui de près ou de loin ont participé à la vague d'Union sacrée, grâce, en premier lieu, au parti communiste français.

Qui a déclenché le mouvement ?

Dès le lendemain de la grève chez Citroën, *l'Humanité* et *Ce Soir*, organes officiel et officieux du P.C.F., mettaient les travailleurs en garde contre les excitateurs, les éléments troubles et les provocateurs qui poussaient à la grève. Dans le communiqué des Métaux paru dans *l'Humanité* il était nommément question des trotskystes et des amicales socialistes, alors que dans le texte envoyé au *Populaire* ces précisions manquaient.

En réalité, ni les socialistes, ni les trotskystes ne participèrent au déclenchement du mouvement et la mesure dans laquelle ces fractions politiques ouvrières contribuèrent à l'élargissement du conflit est bien faible.

Les amicales socialistes sont généralement timides dans leur propagande; elles cherchent surtout à combattre l'influence stalinienne par un travail d'éducation : causeries, vente de journaux, diffusion de tracts. Les questions de salaire ou de revendications corporatives sont rarement traitées. Il faut d'ailleurs remarquer que les amicales furent pendant longtemps placées directement sous la férule des dirigeants réformistes. Le militant principal, Desphilippon, manifesta sa désapprobation de la grève par un communiqué qui constituait un véritable appel à la jaunisse, que la Fédération de la Seine désapprouva énergiquement. La partie révolutionnaire de la S.F.I.O. déploie son activité dans les usines bien plus au sein de la minorité syndicaliste, en compagnie d'autres éléments minoritaires, que comme fraction du parti.

Dans la plupart des usines, les comités syndicaux sont de tendance communiste officielle et ne comprennent que peu de socialistes, qui ne sont le plus souvent que des figurants ou des otages destinés à « *prouver* » que l'esprit démocratique dans les métaux n'est pas mort...

Quant aux trotskystes, leur petit nombre écarte l'idée d'une forte influence, surtout si l'on sait que l'élément ouvrier ne domine pas au P.O.I. Bien qu'ayant mené une propagande soutenue auprès des ouvriers de quelques grandes boîtes, le plus souvent de l'extérieur,

leur influence est quasi nulle, et leurs cellules d'entreprise doivent pouvoir se compter sur les doigts d'une seule main. Cette faiblesse s'explique facilement du reste. Les *purs* ont déclenché une telle campagne de mensonge et de haine dans les entreprises que tout ouvrier classé comme « trotskyste » est discrédité aux yeux de ses compagnons. Il faut ajouter à cela la maladresse de la propagande des partisans de la IVe qui ne peuvent s'empêcher de parler un langage plus ou moins bolchevik-léniniste, truffé de rappels historiques, et absolument incompréhensible pour la majeure partie des travailleurs. Bien des mots d'ordre qui auraient pu avoir un certain succès s'ils avaient été exprimés en un langage courant, sont passés inaperçus parce que noyés dans un fatras de formules et associés à des explications où Chang Kaï Chek ou Boukharine surgissaient comme des cheveux sur la soupe. Dans ce domaine, les trotskystes auraient beaucoup à apprendre des syndicalistes révolutionnaires dont ils se moquent si aisément.

Pour ce qui est des anarchistes, après avoir bataillé pendant plus d'un an pour créer des noyaux de militants au sein des usines — travail qui aboutit à des résultats appréciables puisqu'une trentaine de groupes fonctionnaient dans les plus grosses boîtes — ils abandonnèrent cette forme d'activité, après le congrès de l'Union anarchiste, pour se consacrer entièrement au travail minoritaire au sein de la C.G.T.

L'opposition réelle — bien que faible — qui existe chez les métallos parisiens est groupée dans les Cercles syndicalistes lutte de classe qui se sont implantés dans la majorité des usines. Elle groupe des anciens communistes, des anarchistes, des socialistes de gauche, certains oppositionnels, des syndicalistes, unis sur une plate-forme limitée à l'action de redressement syndical.

Cette minorité a joué un rôle indiscutable dans le dernier mouvement. Plus dans sa préparation peut-être que dans son développement. Poussant à la roue dans toutes les assemblées, travaillant sans cesse les compagnons d'atelier, les opposants ont peu à peu créé l'atmosphère de bataille. Dans l'élargissement du conflit, ils ont également constitué un facteur important. Mais une fois la grève déclenchée, l'appareil communiste les a écartés de la direction du mouvement. La grande confusion des mots d'ordre, le manque de démocratie dans la conduite du conflit ont singulièrement limité leur action.

En réalité, c'est donc bel et bien le syndicat qui a lancé le mot d'ordre de grève; chez Citroën, bastion communiste, en premier lieu, et les autres ne débrayeront que quand le centre le voudra bien. Cela ne signifie pas que la direction des Métaux ne fut pas influencée par l'agitation à la base. Cela signifie que, pour partir en grève, l'accord des communistes est indispensable. Comme pour la rentrée, du reste.

L'appareil est intact, il fonctionne bien. Çà et là des erreurs de manœuvre peuvent se produire; dans l'ensemble, ces erreurs sont négligeables. Et il ne faut pas oublier que les *purs* possèdent une base de militants dévoués, courageux, qui, s'ils n'ont rien dans le crâne, ont quelque chose comme estomac. Contre eux il ne suffit pas d'avoir raison, il faut encore s'imposer et les vaincre s'il est impossible de les convaincre. Il ne sera possible de les battre qu'en leur opposant, en plus de mots d'ordre nettement ouvriers, des équipes de militants qui pourront rivaliser de dévouement et de travail ingrat avec ceux qui ont encore l'oreille de la majorité des travailleurs.

Pourquoi la grève ne fut pas unanime

A première vue, il paraît étonnant que la grève n'ait pas été immédiatement généralisée, étant donné que le conflit intéressait l'ensemble de la corporation. En examinant le déroulement du mouvement et ses divers rebondissements, il semble bien que la direction syndicale ait voulu tâter le terrain en lançant dans la bataille deux grosses maisons: Citroën, pour l'automobile, et Gnome, pour l'aviation, afin de faire pression sur le gouvernement Blum et sur le patronat sans, cependant, entraver la Défense nationale.

L'intransigeance patronale, d'une part, l'effervescence dans les usines, d'autre part, l'obligèrent par la suite à élargir la grève qui menaçait d'échapper à son contrôle.

La division régna dès le départ. Les revendications étaient peu claires, sujettes à variations, suivant les boîtes et le genre de travail. Par exemple, les revendications concernant les salaires n'étaient pas les mêmes dans les différentes usines de chez Citroën. Tout au long des pourparlers, le patronat fit preuve d'un sens de classe élevé en refusant d'accepter des accords différents suivant le genre de fabrication, pour mieux aider les industriels ne travaillant pas pour la guerre; de son côté, la direction ouvrière cherchait, au contraire, à profiter de ce que l'Etat était à la fois patron et client, pour exiger de lui qu'il fasse pression sur le patronat, mais elle permettait la dispersion des efforts des métallos en les faisant rentrer suivant les promesses d'arbitrages, après les avoir fait débrayer les uns après les autres.

Nulle part, les mots d'ordre ouvriers n'arrivèrent à s'unifier; nulle part, il n'y eut une liste de revendications claires, permettant une agitation dans l'opinion publique.

Les conséquences se firent sentir surtout dans les petites entreprises ne travaillant pas pour la guerre exclusivement. Ainsi, à l'*Alsacienne* (câbles électriques à Clichy), 443 ouvriers votèrent contre la grève et 80 seulement pour, 7 s'abstenant. Ce vote eut lieu après une agitation menée par les professionnels. A *Westinghouse* (Sevran), le vote donna la même proportion; résultats identiques dans diverses petites boîtes de Courbevoie.

Le trouble augmenta dans de nombreuses usines après que le brusque démarrage se fut effectué, succédant au freinage du début.

Un autre élément de division vint s'ajouter par la lutte entre les Métaux stalinisés et la Fédération des Techniciens. Cette dernière, non conformiste, était résolument adversaire des 45 heures, et les camarades placés à sa tête sont l'objet d'attaques incessantes de la part des dirigeants communistes de la Fédération ouvrière, qui cherchent à dissoudre l'organisation des techniciens en les faisant rentrer dans les syndicats ouvriers. Dès le début de la grève, il y eut un certain flottement parmi les techniciens, flottement aggravé par la position imprécise de leur fédération soumise aux pressions les plus diverses.

De là les votes contre la grève dont la presse bourgeoise fit grand état. Par la suite, les *collaborateurs* redressèrent la situation et par-

vinrent, *in extremis,* à sauvegarder leurs intérêts. A remarquer que les techniciens déjà groupés au sein des métaux, c'est-à-dire la fraction communiste, abandonnèrent la grève les premiers, dans une série d'usines.

La conduite locale des grèves

Le conflit a permis de vérifier l'importance et le bon fonctionnement des services du P.C. Orchestrer une partition où le rythme et les thèmes changent à tout bout de champ n'est pas chose facile. Mais les hommes du P. C. ont subi un tel entraînement que toutes les volte-face leur sont permises. Certes, il y eut de durs moments pour de pauvres bougres, secrétaires de section qui devaient opérer un grand tournant en 24, ou parfois en 12 heures. Mais épaulés par la presse quotidienne, soutenus par les ténors des centres, utilisant les moyens les plus vils et les plus bas, ils triomphèrent. Là, comme chez Lioré-Olivier (Clichy), où ils devaient lutter contre une opposition ferme et nombreuse, ils employèrent les petits moyens misérables : le vote au moment de la soupe, devant les ouvriers qui attendaient la sortie avec impatience, le mensonge des usines voisines reprenant le travail; ils furent aidés en cela par la fatigue générale des ouvriers et la crainte chez les minoritaires de se retrouver à la tête d'un conflit saboté et désorienté.

En règle générale, il n'y eut pas de comité de grève désigné. Ce furent les C.E. qui s'imposèrent pour diriger la grève. Les assemblées générales furent inexistantes ou rares. Le micro fut monopolisé par les caïds du centre. Les minoritaires ne purent donc s'exprimer que dans les réunions de secteur ou d'équipe. Là où ils purent accidentellement prendre la parole et s'exprimer devant les grévistes, ils rapportèrent un succès net. Chez Gnome et Rhône, un minoritaire dressa l'assemblée contre les 45 heures. Et il fallut deux jours de travail en sens opposé pour les faire accepter secteur par secteur. Détail curieux pour la psychologie ouvrière : dans les coins où les minoritaires bataillaient dur, les « maillots jaunes » vinrent peser de tout leur poids et enlevaient de fortes majorités. Dans un atelier où les minoritaires ne s'étaient pas manifestés, la cellule envoya un orateur quelconque et... la thèse des 45 heures fut proprement battue.

A l'Alsthom (Lecourbe), où les communistes sont minoritaires, la rentrée ne fut décidée que devant l'attitude générale des autres usines. Chez Gardy, les staliniens utilisèrent des arguments tellement démagogiques pour le déclenchement d'une grève de solidarité, que les ouvriers flottèrent longtemps et, finalement, continuèrent à travailler. Chez Lavalette (Saint-Ouen) la rentrée s'effectua à contre-cœur, et une énergique protestation blâmant la direction fut votée.

A remarquer que ni la Fédération, ni l'Union des Métaux n'acceptèrent de porter le poids du conflit et n'allèrent jamais plus loin que la solidarité morale.

Mais pour la rentrée, l'Union prit « ses responsabilités » en ce sens qu'elle exigea que ses membres s'inclinent devant les accords provisoires tripartites. Chez Bendix (St-Ouen), la tactique changea du jour au lendemain : aux exhortations à la grève à outrance succéda un appel à la sortie, les flics devant arriver !

Pas d'argent !

Financièrement, la grève fut pauvre. Les caisses syndicales étaient vides. Il faudra revenir un jour sur cette question et se demander si le Syndicat est devenu un centre de loisirs, qui achète des châteaux, ou s'il est resté un organe de lutte qui doit se préparer des fonds de résistance.

Les grévistes touchèrent royalement 20 fr. pour la durée de la grève. Comme la plupart ne s'attendaient pas à ce que le conflit dure aussi longtemps les grognements contre la gestion financière se firent nombreux, les statuts prévoyant 5 francs de secours par jour de grève. La C.G.T. se fendit royalement de 25.000 francs, au moment où il y avait environ 50.000 grévistes. L'effort de solidarité ne se manifesta pas avec l'intensité habituelle. Du reste, il faut bien avouer que la sympathie des autres corporations fut tiède; quand l'esprit de lutte disparaît avec l'espoir de vaincre, les jalousies surgissent.

Les manœuvres patronales

La pression patronale s'exerça tout au long de la grève. Les lettres individuelles furent régulièrement envoyées. Elles ne cherchaient pas tellement à détacher immédiatement des groupes pouvant imposer la cessation du conflit, mais seulement à créer un climat favorable à la désagrégation. Dans différents endroits, des comités indépendants se formèrent, mais leurs meetings furent déserts. Ainsi une réunion convoquée à la Mutualité par la doriotiste « Liberté » ne réunit qu'une centaine d'auditeurs appartenant à des formations corporatives ou syndicales différentes et d'où rien ne sortit, sinon des résolutions d'un servilisme écœurant.

L'intransigeance des industriels se manifesta jusque dans les détails. Chez Gnome et Rhône, fidèles au mot d'ordre syndical, les ouvriers se rendirent en masse devant les portes, le mardi, jour de la rentrée. La direction leur fit part de sa décision de ne rouvrir les portes que le jeudi. Or, cette maison n'avait aucune raison de retarder la rentrée, les grévistes ayant préparé le travail avant la sortie. Néanmoins, les dirigeants locaux firent évacuer, et l'après-midi, un acompte fut payé, la paye étant assurée par quelques employés obligeant les grévistes à attendre de longues heures.

Les dessous

Dans *le Populaire* du 17 au 22 avril, Vincent Auriol a publié une longue étude sur les grèves. Il s'est surtout attaché à laver son ami Blum des accusations lancées contre lui et, pour ce faire, proteste énergiquement des bonnes intentions de celui-ci, aussi bien envers les ouvriers qu'en ce qui concerne la défense nationale.

Sans nous attarder au côté politico-parlementaire de l'affaire, retenons de ces articles que les patrons, appuyés par le Sénat, rejetèrent les propositions Jacomet sous Blum et acceptèrent ces mêmes propositions sous Daladier. Retenons également que les « 100 % » furent beaucoup plus sages pour Daladier que pour Blum, et prêtèrent indirectement la main aux sénateurs contre le gouvernement à direction « socialiste ». Remarquons surtout que le syndicalisme qui faisait trembler la bour-

geoisie en 1936, fait aujourd'hui antichambre dans les ministères et recherche les meilleures méthodes de participation à la défense nationale. Les deux ans de colonisation, les dizaines d'années de réformisme portent leurs fruits.

Quel fut le prix de la grève? Quels furent les termes du marchandage ? Certaines garanties de la part de Daladier au sujet du pacte franco-russe? Des promesses pour l'Espagne? Des garanties pour que le néo-pacte de Stresa ne se transforme en nouveau pacte à quatre au grand dommage de l'U.R.S.S.? Le renforcement des mesures contre les étrangers blancs ou non orthodoxes ?

La diplomatie secrète qui a cours dans le mouvement ouvrier ne nous permet pas de le savoir à coup sûr. Encore une fois, ce qui nous importe, c'est de savoir que la grève n'appartint pas aux grévistes et que leur mouvement fut négocié par des éléments syndicalement irresponsables.

Pour montrer à quel degré le patriotisme est devenu de mode chez les *purs,* il est bon de dire qu'une proposition du camarade Lemire, tendant à ajouter à une résolution sur la paix un paragraphe saluant les métallurgistes antifascistes allemands en lutte contre Hitler, fut rejetée par tous les « antifascistes » bellicistes de la IIIe Internationale.

Les répercussions

Il a été question, au début de ce papier, du désarroi qui règne actuellement chez les métallos. Dans tous les milieux, dans toutes les tendances, le découragement sévit.

Il faut s'attendre à une baisse importante des effectifs. Certains parlent de 20 %. Ces défections comprendront non seulement les ouvriers hésitants et sans tradition syndicale, qui cherchent surtout à conserver un emploi somme toute stable et relativement bien rémunéré, mais aussi de bons éléments syndicalistes qui ne peuvent plus respirer l'atmosphère d'un syndicalisme de caserne.

Les *professionnels* du P.S.F. et les divers comités patronaux, sans devenir des organisations numériquement importantes, ont cependant gagné en influence, en spéculant sur la fatigue et surtout sur l'anticommunisme, sans contre-partie révolutionnaire. Ils mordent principalement sur les employés et techniciens.

La C.G.T.S.R., qui possède quelques adhérents dans plusieurs usines, ne joua pas un rôle actif, sauf en certaines occasions précises comme pour la chasse aux jaunes chez Citroën. Boycottée sévèrement par les dirigeants locaux, desservie par ses fautes sectaires, elle recueillera cependant un certain nombre de militants dégoûtés, mais pas dans une proportion telle que ses sections puissent prendre figure de syndicats.

Quant aux minoritaires, leur influence a grandi au cours du mouvement, grâce à leur combattivité et à leurs positions nettes. Mais eux-mêmes en arrivent à douter du redressement régulier et patient de la Fédération des métaux où la démocratie ouvrière est bafouée. La lutte ne se mène pas à armes égales. Des facteurs extérieurs, incontrôlables pèsent sur la vie syndicale. L'adversaire du syndicalisme se trouve être le syndicat lui-même, le syndicat bureaucratisé, intégré à l'appareil, instrument aveugle aux mains d'un comité supérieur inaccessible.

Les syndicalistes révolutionnaires sentent combien la plupart des syndicats sont devenus des pions sur l'échiquier politique, à côté d'autres pièces comme *Ce Soir,* à côté d'organisations comme le Parti Camille-Pelletan, comme les radicaux stalinisés, à côté d'entreprises comme *France-Navigation,* ou encore comme le Guépéou français.

La question se pose brutalement. Pour lutter dans les syndicats, il faut qu'il y ait encore des syndicats, c'est-à-dire des organisations de travailleurs se régissant par les décisions des seuls adhérents. Si les syndicats existants répondent à cette définition, la lutte des minoritaires peut se poursuivre, le libre jeu de la démocratie peut les faire triompher. Sinon, bonne ou mauvaise, l'idée de la scission fera son chemin...

RIDEL.

Après le Congrès de l'U. D. de la Région parisienne

Une lettre de Rigaill

Nour avons reçu du camarade Rigaill cette lettre adressée à Chambelland qui n'infirme, en rien, l'écho de notre numéro du 10 avril :

Je lis, dans la *R. P.* du 10 avril 1938, un écho sous le titre « Comme Mac-Mahon » qui relate un entretien que mon ami Gaston Guiraud aurait eu, au bar de la Mutualité, avec des militants à mon sujet.

Je voudrais, par respect de la vérité, que tu veuilles bien accepter de faire rectifier les conclusions de ce bref écho qui donne l'impression que Guiraud s'est comporté très mal à mon encontre.

Les choses sont bien plus simples et bien moins laides que cela.

Il y a, en effet, une soixantaine de candidats à la C. E. de l'Union qui doit être composée de 35 titulaires. Il y aura forcément des camarades éliminés. C'est la règle normale du suffrage universel.

Je sens que je serai de ceux-là pour des raisons qui ne peuvent relever que du droit strict des organisations de préférer un tel à tel autre. Cette faculté découle du libre jeu de ce que l'on appelle, couramment, l'exercice de la démocratie syndicale.

Des motifs de sentiments, des liens d'amitié et d'affection poussent Guiraud à redouter mon départ et, spontanément, il songe à ne pas accepter de poste de responsable dans le Bureau de l'Union.

Lorsque je suis informé des dispositions d'esprit de Guiraud et après de *nombreux autres camarades,* je lui déclare que je ne puis accepter, ni tolérer qu'il provoque un cas Rigaill, car il ne peut et ne doit pas y avoir de cas Rigaill.

Le Congrès doit être libre de choisir sa Commission exécutive et il a, par conséquent, le droit de se déterminer librement.

Dans ces conditions, Guiraud ne doit pas être — après cette explication — si vilainement calomnié et, dans la mesure où l'écho de la *R. P.* pourrait me laisser passer pour une victime, je déclare catégoriquement que je suis complètement d'accord et solidaire de l'attitude de Gaston Guiraud.

Espérant que tu voudras bien, mon cher Chambelland, communiquer cette lettre aux lecteurs de la *R. P.*, je te prie de croire à mes sentiments de fraternelle camaraderie.

RIGAILL.

NOTES D'ESPAGNE

L'organisation de la défaite

D'un camarade libertaire, retour d'Espagne, nous publions ces notes. Choses vécues... Leur ton amer ne saurait nous empêcher de les faire connaître. En toute liberté, d'ailleurs, pour l'auteur comme pour nous, selon la meilleure tradition de la Révolution Prolétarienne.

L'aggravation subite de la situation militaire pour l'Espagne antifasciste n'est pas quelque chose d'imprévu : la débâcle n'est une surprise pour personne dans les milieux gouvernementaux, tant à Barcelone, qu'à Londres et à Paris. Je pourrais citer des passages de journaux d'extrême gauche espagnols qui, un mois à l'avance, ont annoncé des « heures d'épreuves terribles ». Le gouvernement de Barcelone, jouant son rôle de bouc émissaire, endosse la responsabilité des défaites désirées par Londres et tolérées par Paris, qui n'ose pas lever le petit doigt contre la Cité.

Au service de l'Angleterre, lâché par la France et l'U.R.S.S., le gouvernement « priétiste » de Barcelone a-t-il accepté la honteuse mission d'acheter la paix en Espagne par sa propre défaite ? Des indices nombreux tendent à l'affirmer. La première constatation est le remaniement ministériel comportant l'éviction de Prieto.

Une raison majeure ôte, on le sait, aux gouvernants bourgeois — genre Prieto — le désir de gagner révolutionnairement la guerre : la crainte — fondée d'ailleurs — de ne pouvoir endiguer la poussée révolutionnaire qui suivrait. L'usure des cadres révolutionnaires dans la guerre a beau être grande, les aspirations sociales demeurent. Cette peur de leur faiblesse, qui fait préférer aux gouvernants la défaite, organisée et conditionnelle, à la victoire est précisément la raison qui a poussé la C.N.T. et la F.A.I. à poursuivre une politique de collaboration gouvernementale : Mussolini et Hitler, eux aussi, redoutent la conséquence de cette faiblesse, du point de vue idéologique; l'impérialisme anglais la redoute du point de vue de ses intérêts, lui qui possède la majeure partie des richesses de l'Espagne. Donc, le gouvernement républicain espagnol ne désire pas la victoire et l'impérialisme international exige de lui la défaite.

Comment les républicains ont-ils organisé la défaite ?

Sous l'angle militaire

D'abord, c'est l'histoire de la fourniture des armements. On ne fera accroire à personne qu'avec de l'argent et de l'or, on ne pouvait se procurer le matériel nécessaire. L'impossibilité, réelle pour un ministère Caballero, n'existait plus pour un cabinet Negrin-Prieto. Mais, en fait, peut-on vraiment parler d'un gouvernement Negrin-Prieto comme d'un gouvernement espagnol? Un gouvernement Negrin-Prieto peut-il vouloir autre chose que ce que veut la Cité?

Au manque de matériel s'ajoutent certaines imprévoyances dans la conduite de la guerre : le front d'Aragon n'avait, en mars 1938, qu'une ligne de défense, comme à la fin de l'automne 1936. En même temps que l'on est impuissant à contenir l'avance italo-allemande en Aragon, on distrait des forces dans des attaques inutiles dans la province de Jaen en Andalousie et dans le Guadalajara. On prend Teruel, dont la *possession ne peut servir à rien,* sinon *à exterminer des brigades internationales et confédérales* — ces dernières constituant 70% des troupes engagées — qui ainsi ne menaceront plus de descendre du front en cas de troubles à l'arrière, comme en mai 1937. Sur mer, on coule le « Baleares » et endommage le « Canarias ». Ce jour-là, aux dires des techniciens ayant pris part au combat, on pouvait envoyer aussi le « Canarias » au fond. Mais on cessa le feu. Comme par hasard, des unités de la flotte anglaise étaient sur les lieux du combat, et prêtèrent aide et assistance aux insurgés, gênant l'action de la flotte et de l'aviation gouvernementales. On sait qu'au cours des opérations de sauvetage, un marin anglais fut tué, et que, à propos de cette mort, le chef de l'Amirauté britannique, Duff Cooper, déclara insolemment que la République espagnole ne valait pas la vie d'un marin anglais. Piqués au vif, les Espagnols répondirent, dans la « Vanguardia », organe du gouvernement, que la vie de quelques centaines de mutins ne valait pas non plus celle d'un marin anglais. Qu'importe : les Anglais montrèrent qu'ils avaient fait leur jeu !

L'armée est pourrie d'espions. En février, de jeunes recrues instruites, sont concentrées, un après-midi, dans une caserne — Parc de la Citadelle — pour partir le soir pour le front. Quelques heures après la concentration, des avions factieux arrivent et bombardent en se relayant, avec acharnement et précision, la caserne. Il y a des milliers de victimes. Le parti communiste demande l'arrestation et la mise à mort des responsables de cette criminelle « négligence ».

La police ne paraît pas plus sûre que l'armée : au début de mars, les organisations syndicales et politiques, s'attendant à un coup de main de la « cinquième colonne », montent la garde dans leurs locaux, prêtes à toutes éventualités.

Terreur calculée

Les bombardements ont révélé des choses bizarres. Les bombardiers s'en sont toujours pris presque uniquement aux quartiers populaires. Après avoir pilonné le faubourg immédiat de la Barcelonette, où était concentrée une humble population de 70.000 âmes, les massacreurs s'attaquèrent aux vieux quartiers ouvriers de Barcelone, quand dans le susdit faubourg, en ruines et complètement évacué, il n'y avait plus personne à tuer. Il y a pourtant les ministères qui se trouvent presque tous centralisés dans deux grandes artères : le Paseo de Gracia et la Diagonal. Le bas du Paseo de Gracia fut bombardé les 16 et 18 mars, mais avant la limite où se trouvent les premiers ministères. La seule fois que les pilotes italo-allemands tentèrent d'atteindre des bâtiments officiels fut le 30 janvier, en réponse à un raid de représailles sur Salamanque où furent touchés des centres officiels

allemands : ils visèrent le palais de la Généralité, sans parvenir à l'atteindre. Mais aussitôt, le gouvernement républicain déclara renoncer à toutes représailles, s'en remettant au jugement du monde civilisé et à l'action des chancelleries...

Gouvernement capitulard

Au lendemain de l'effondrement du front, qui amena d'un seul bond, vers la mi-mars, les Italo-Allemands à 50 kilomètres de la mer, sur un front de 80 kilomètres, Prieto aurait menacé de se rendre s'il continuait à ne recevoir aucune aide extérieure. Il n'y a pas de feu sans fumée : pour cela, le gouvernement s'efforça de chasser les communistes de son sein.

Cette menace n'était pas nouvelle. Sentant le terrain partir sous leurs pieds : incarcération du chef communiste des brigades internationales de l'armée de Madrid, sur l'ordre de Crecencio Bilbao, commissaire suprême, de tendance républicaine, aux armées; limogeage de Brueno Alonso, commissaire de la flotte; menace sérieuse d'être chassés des services de la censure; éviction brutale de certains postes de l'ordre public et de la police, etc., les communistes s'accrochent et ne veulent pas perdre leurs deux dernières positions : depuis des semaines, des délégations communistes viennent au comité national de la C.N.T., adjurant — suppliant plutôt — la Confédération de faire un pacte avec le P. C. Ces délégations sont invariablement éconduites. N'empêche : les organes communistes, ayant changé opportunément de ton, continuent à redoubler de prévenance à notre égard. L'hameçon ne mord pas, mais la menace pesant sur eux d'être évincés du gouvernement se précise, tout l'appareil du Parti est en branle, et il décide d'entreprendre une agitation publique : le 15 mars au soir, une manifestation populaire a lieu sous les ministères, réclamant la poursuite à outrance de la guerre. Leurs propagandistes, avec des moyens de fortune, font des rassemblements dans les quartiers excentriques; les autocars publicitaires dont ils disposent braillent, par leurs pick-up, tout ce qu'ils peuvent et lancent des manifestes. S'y connaissant en matière d'agitation, les communistes créent une lourde atmosphère d'état d'alarme. Le gouvernement n'ose pas interdire la manifestation intempestive qui, apparemment, soutient sa position publique de volonté de lutter. Mais il se méfie et interdit les abords de certains ministères aux manifestants. Commencé vers 20 heures, le rassemblement bat son plein à 22 heures, quand commence le terrible bombardement, qui devait durer trois jours. Menace de reddition, manifestation communiste, bombardement : pures coïncidences ?

La démoralisation

Si les rumeurs de reddition sont fondées, et de nombreux indices tendent à le démontrer, le déclenchement opportun d'un long et épouvantable bombardement ne pouvait venir qu'accentuer le découragement populaire et ruiner l'agitation communiste. Pour la première fois, des gens s'expriment ouvertement et publiquement contre la guerre. Barcelone, durant trois jours, reçut la visite des bombardiers, *sans qu'aucun avion de chasse prît l'air pour sa défense.*

Des avions de chasse commencèrent à voler dans la nuit de vendredi à samedi. Or, le bombardement était fini depuis vendredi à 15 heures. Pour montrer au public que le gouvernement était pour quelque chose dans la cessation du bombardement; on lui raconta que la défense avait abattu, le dimanche, des avions se dirigeant vraisemblablement sur Barcelone. Mais comme toujours, en pareille circonstance, ils étaient tombés à la mer... qui a dû engloutir plus de mensonges que de pirates! Et pourtant, deux avions de chasse, volant en permanence, eussent suffi à une protection efficace, du fait que les factieux, venant de Palma, ne pouvaient venir qu'avec des avions à grand rayon, c'est-à-dire sans avions protecteurs de chasse. La défense anti-aérienne est désordonnée; on croirait, la nuit, que canons et projecteurs s'amusent à troubler ou laver le ciel. Le public se rend compte de tout cela : il murmure et il fuit. Dès le mercredi matin, suivant la première nuit de bombardement, on ne voit que des gens transportant matelas, baluchons et valises. Une foule campe en permanence dans le métro, y mangeant et couchant. Des peureux, aimant cependant le bon air, encombrent les entrées, attendant l'alarme — qui se produit à peine toutes les deux heures — pour se précipiter dans les souterrains. Le métro conduisant dans la périphérie de Barcelone est bourré de monde. Celui allant à Sabadell est inaccessible. Place de Catalogne, son point de départ, il est pris d'assaut. Pour monter, les gens s'invectivent, se bousculent, se battent. La rame est complète dès le départ. Mais les camarades responsables du Métro manquent d'initiative, et ne sont soutenus en sus par personne : ils maintiennent les arrêts, qu'on pouvait supprimer — pour accélérer l'évacuation — se trouvant dans Barcelone et proches de Barcelone : personne ne descend, mais tout le monde veut monter... Les gens, à nouveau, s'invectivent, se bousculent, se battent, empêchant les trains de partir, paralysant l'évacuation : au lieu de passer chaque quart d'heure, les rames s'espacent d'une demi-heure et trois quarts d'heure ! Des fugitifs me racontent qu'ils attendent le train depuis quatre heures ! Les femmes et les gosses restent sur le quai, car l'Espagnol ne s'embarrasse pas de sensibilité. Les plus alertes et audacieux s'accrochent, avec leurs baluchons, sur les tampons. Les plus courageux et valides prennent la route. Et c'est alors qu'on assiste au plus bizarre et lamentable exode. D'interminables théories de fugitifs, s'allongeant sur des kilomètres, s'acheminent de Barcelone vers la proche banlieue : Sarria, las Planas, la Floresta, respectivement à 5, 10, 20 kilomètres de la grande cité. Les gens se dispersent dans les bois ou se réfugient dans les tunnels, glacés par les courants d'air et suintant, couchant dans les anfractuosités, que rasent les trains : ils ne semblent pas se douter que pareille atmosphère est plus dangereuse que le risque des bombes. Combien de ces malheureux auraient échappé aux éclats qui ont récolté quelque mortelle congestion. Lampe électrique en main, car le tunnel est obscur, je fais ainsi 3 km. 500 dans le noir.

A la démoralisation par la mitraille va suivre celle par l'écrit, qui dispense de la première. Est-ce une manœuvre, un accord convenu ? On ne saurait le dire. Il y a en tout cas là quelque chose de troublant.

Jusqu'avant ce terrible bombardement de trois jours — qui reste malgré tout un simple bombardement pour « faire peur », quand on songe aux moyens qui eussent pu être employés : plus grand nombre d'avions, gaz asphyxiants, bacteries, etc... — les communiqués de guerre officiels minimisaient les défaites ou les estompaient par de petits succès locaux à cent lieues des opérations névralgiques, succès d'ailleurs obtenus par surprise et annulés le lendemain. Après ces trois tragiques journées, le gouvernement décide de se sacrifier sur l'autel de la Vérité. On croirait que la cessation des bombardements comporte pour condition l'obligation pour lui de dire la vérité sur la guerre — vérité qu'il n'avait jamais avouée. Plus besoin de bombes, les communiqués officiels les remplacent dans l'œuvre de démoralisation. Les organes gouvernementaux montent les déroutes et les reculs en titres, révèlent crûment les pertes et les désastres, tandis que les non gouvernementaux continuent à estomper les échecs par les habituels et insignifiants et inutiles succès locaux. Cette bizarrerie ne peut échapper à un observateur quelque peu attentif.

La méfiance

Tous ces facteurs : déficience dans l'organisation militaire sur les fronts, dans la défense des villes de l'arrière, dont certaines zones sont vouées à l'extermination, démoralisation par l'écrit, remplaçant celle par les bombes, ont rendu le gouvernement prudent : il campe à Montserrat, dans un couvent, vrai repaire d'aigle, à 60 kilomètres de Barcelone. En même temps, des dépôts d'armes sont répartis dans Barcelone. Pour quelle éventualité ?

Le gouvernement se méfie, mais le populaire devient méfiant lui aussi. Il ne cherche plus à savoir *comment* cela va finir — pour lui la cause est entendue — mais *quand* cela va finir. Il ne croit plus au gouvernement, ou il n'y croit que pour ramener la paix. Le premier suspect est évidemment l'étranger. Le populaire ne s'embarrasse pas de distinctions ni de considérants : l'étranger est pour lui la bête noire, venue jeter de l'huile sur le feu et consommer la ruine du pays. Le volontaire étranger qui est venu risquer sa vie ou sa santé, qui a enduré des privations, est confondu dans la malfaisance avec les envahisseurs italo-allemands. L'habitant qui, aux premiers jours, hébergeait l'étranger, lui ferme aujourd'hui la porte au nez. Il craint les représailles des franquistes, dont la victoire est pour lui un fait acquis. L'Espagnol devient xénophobe.

L'habitant a peur du lendemain, mais certaines organisations d'aide à l'Espagne républicaine ne sont pas moins apeurées. J'en fis l'expérience. La seconde nuit du bombardement, je me décide, pour jouir de quelque repos, parce que je suis rompu et fiévreux, d'aller dormir hors de la ville, mon quartier — la Gran Via — étant devenu une vraie passoire. Des camarades me font héberger à Sarria, chez les quakers, qui disposent d'une jolie et grande villa réquisitionnée. Ces religieux portent secours aux infortunés et aident à déblayer les décombres. On me reçoit, mais quand le responsable de la maison apprend qui je suis et quel poste j'occupe, il veut me jeter dehors, invoquant hypocritement qu'il n'a pas de place. Je déclare que je coucherai par terre. Je refuse de partir, parce qu'il fait nuit et que le bombardement peut reprendre d'un moment à l'autre. Très inquiet, il cède, mais pour ce soir seulement... En payant, je demande à manger, ce qui me permit de voir quelque chose. Tandis que les malheureux n'ont ni lait, ni beurre, ni sucre, ni haricots, les gens qui viennent leur faire la « charité » ne manquent d'aucune de ces denrées. Ce soir-là, j'ai plus mal mangé que d'habitude... J'appris bientôt que nombre de ces inoffensifs auxiliaires, inquiets, s'apprêtaient à partir. C'étaient des Anglais... Pauvre Espagne !

La misère

Pour la victoire, on a prêché les restrictions. Aujourd'hui, on n'a plus rien à restreindre parce qu'on ne peut plus rien acheter. Prix de guerre, prix astronomiques. On dépense pour un modeste repas — genre ceux à 10 francs à Paris — plus qu'on ne gagne dans sa journée. En voici quelques échantillons : le vin ordinaire, le demi-litre, 2 pesetas 50. Le vin de qualité supérieure, bordeaux ordinaire, 5 à 8 pesetas la bouteille de 80 cl. Un plat de riz valencienne, 5 à 7 pesetas; un beefsteack, 8 à 14; dessert, 2 pesetas 50; soupe, 1 peseta 50 à 3 pesetas. Ces prix concernent des portions normales et mangeables. Les gargottes font meilleur marché, mais c'est infect et les portions sont réduites; de sorte qu'à quantité et prix égaux on y mange plus mal. En résumé, en prenant une soupe : 1,50; un riz : 5 pesetas; un beefsteack : 8 pesetas; un dessert : 2 pesetas 50; un quart de vin : 1,50; pain, 0,30, on déjeune pour 21 pesetas 40, les 15% de service et d'impôts compris. Or, on gagne en moyenne 20 pesetas par jour. Impossible, à ce compte-là, de déjeuner tous les jours, de faire plus d'un repas par jour, de dormir dans un lit et de s'entretenir. Et, j'ai donné des prix raisonnables : ne parlons pas des mets plus fins à 18 pesetas, telle la cuisse de poulet, de 18 à 25, la langouste à 30.

Manger, quel problème, quand il n'y a ni sucre, ni lait, ni chocolat, ni café, ni haricots, ni lentilles, ni pommes de terre, ni pain, ni beurre. Ces denrées existent, mais elles sont rationnées et seuls les débrouillards, les spéculateurs ou les ayants-droit en ont. Dans le commerce libre, elles sont inconnues. L'humble population, comme toujours, en est en majeure partie privée.

Pour chaque denrée, il faut faire la queue, pendant des heures, par tous les temps, se bagarrer, jouer des coudes. Se procurer des aliments est une chose et les faire cuire en est une autre. Il n'y a pas de charbon; le gaz ne fonctionne que faiblement à certaines heures, et la plupart des maisons ouvrières ne l'ont pas, car il était d'un prix élevé avant la guerre. On le remplaçait avantageusement par du charbon de bois; mais il n'y a plus de bois, ou il coûte 5 pesetas le kilo, plus cher que le gaz! Quant aux réchauds à essence, alcool ou pétrole, il n'y faut pas songer : tous ces carburants font défaut. Reste l'électricité : les réchauds valent de 60 à 150 pesetas, consommant 0,35-0,60 à 1 peseta-2 pesetas par heure. L'achat de l'appareil est donc prohibitif et son emploi onéreux.

Il faut faire cuire, pourtant. C'est alors qu'apparaît le massacre des arbres et de la nature. Des parcs, des bosquets sont entièrement déboisés. Le parc naturiste de Barcelone

fut une des premières victimes. Cette propriété magnifique, où les amants de la nature venaient chaque dimanche prendre un bol d'air, n'est plus qu'une plaine nue, désolée, où l'on n'entend que les coups de hache des massacreurs, s'acharnant sur les derniers troncs. Nombre d'arbres sur les bords des routes, aux abords de Barcelone, parce qu'à l'intérieur de la ville la police veille, sont dépouillés de leur écorce. Ceux qui ne peuvent acheter de bois, ni s'armer d'une hache pour aller en chercher brûlent tout ce qui peut être brûlé : on commence par les vieux meubles pour finir par les persiennes et les volets, le propriétaire n'étant plus là pour protester ! On fait feu de tout bois. Mais quel feu ! Car nombre de maisons n'ont pas de cheminée : on enfume la maison et on ouvre portes et fenêtres pour donner du tirage! Ceci vient jeter le comble dans la désolation. Après les bombardements, des gens cherchent à tromper le service d'ordre. Ils ne cherchent ni à voir, ni à piller, mais à ramasser des débris de boiseries!

Les appareils de chauffage sont en sommeil depuis deux hivers, même dans les ministères. La température est clémente. Mais des jours de froid se présentent, qui paralysent tout.

La surpopulation vient aggraver le problème : chaque recul sur les fronts se traduit par un reflux. Aux difficultés de la nourriture, s'ajoute celle du logement. Dans les villes plus épargnées par les bombardements, telle Gérone, il est difficile , sinon impossible, d'y trouver, pour un voyageur, à manger et dormir. Barcelone étouffe de surpopulation, mais la spéculation s'y est organisée et il est possible, en payant bon prix, d'y trouver à peu près tout ce qu'on désire. Là, malheur aux réfugiés : l'habitant, qui trafique de sa maison, n'en veut pas : ils n'ont pas d'argent. En municipalisant la propriété, le gouvernement a réduit le prix des loyers de moitié : n'empêche, le locataire principal loue une pièce ou deux, qui lui paie deux ou trois fois le taux de son loyer! Des gens payant 50 pesetas pour toute une maison en réclament couramment 100 à 200 pesetas pour *une* chambre. Le vautour n'est plus le propriétaire, mais le locataire, qui la veille ne manquait pas de formuler des imprécations contre son vautour. La surpopulation est la grande cause, mais à Barcelone, la spéculation provient surtout du fait que le troupeau de fonctionnaires et les forces armées qui ont suivi le gouvernement reçoivent de bons traitements — composés et grossis d'indemnités locatives, de vie chère, de déplacement, etc. — et possèdent ainsi une puissance d'achat supérieure aux Catalans. En outre, ils reçoivent des vivres, chose importante dans une période de disette. Aussi, voit-on des annonces de gens réclamant des locataires fonctionnaires apportant des vivres, ou des fonctionnaires demandant une habitation en promettant de bons prix et apportant des vivres. Dans de telles conditions, les Catalans sont supplantés chez eux. C'est une cause supplémentaire de mépris et de rancœur contre les Castillans et le gouvernement central.

Disette fatale, insurmontable ? Pas du tout.

Negrin, dans son discours, lors de la dernière session des Cortès, a explicitement déclaré que le problème du ravitaillement de l'Espagne, était d'ordre purement commercial. Mais l'Espagne — capitaliste — ne peut, a-t-il dit textuellement «, compromettre son avenir pour calmer quelques souffrances passagères ». (*sic*). C'est clair : on pourrait importer les produits qui manquent, mais on préfère garder l'or. Au diable la santé des citoyens! pourvu que la situation financière reste saine. On fait mieux, en réalité : non seulement on refuse d'importer le nécessaire, accablant même d'humbles envois particuliers de droits exorbitants, mais on exporte encore certains produits, pour discréditer les collectivisations et se procurer des devises; comme Gœring : mieux vaut des canons que du beurre ! C'est ainsi qu'il n'y a ni oranges, ni olives, ou celles gardées sont les invendables: oranges pailleuses, olives amères et rachitiques. Et au cas où la contrainte ne suffirait pas, dans cette disette voulue et organisée, on fait des sermons sur la grandeur et la nécessité des restrictions volontaires. Sinistre ironie, car le gouvernement réquisitionne les denrées, pour ses coopératives, destinées à ravitailler bon nombre de chiens de garde : fonctionnaires et policiers, qui bénéficient en outre de prix spéciaux dans les restaurants. Ce sont les repus qu'on opposera demain à la foule famélique en révolte.

Visions d'horreurs, inquisition, imprudences

Ce sombre tableau pourrait être surchargé encore.

D'abord sur les causes du grand nombre de victimes comparé au nombre de bombes ayant « fait mouche » .

Le gouvernement a manqué d'initiative dans la construction des refuges. La Généralité a voté de tardifs crédits. Mais les vrais constructeurs de refuges furent des comités de quartier, faisant appel aux volontaires : le quartier de Pueblo Seco, très éprouvé par les bombardements, déploya en la matière la plus grande activité. Ces refuges sont des merveilles quand on songe aux maigres moyens employés. Dans le centre de Barcelone, il n'y a pas de refuges. Ceux en cours le sont depuis des mois. Celui de la place de Tétouan est commencé depuis un an! Le Métro n'est pas sûr. Seules deux ou trois stations peuvent être considérées comme des refuges : celle de Ferrer-Guardia (ancienne Urquinaona), celle de Leseps, à Gracia. Les autres sont des guêpiers, des cercueils. Les citadins savent cela, et ils se résignent à rester dans leur maison, s'en remettant au sort. Or, toutes les maisons sont de 6 à 9 étages, en briques, s'abattant comme des châteaux de cartes sous les bombes. Chaque maison qui tombe est pleine de ces locataires fatalistes : de là le grand nombre des victimes. Les syndicats font du tapage pour l'accélération des travaux des refuges. Mais ils n'ont pas de crédits : les chômeurs et les flâneurs continuent à se promener et les gens à se faire tuer ! Ajoutons à l'immobilité fataliste de la population le fait que les bombes se font presque toujours entendre avant les sirènes. Barcelone est difficile à protéger contre les attaques aériennes à cause de la mer : les appareils de signalisation sonore enregistrent tous les mouvements d'avions de Palma, mais ils ne peuvent les suivre. De là, l'irrémédiable surprise.

La quasi-absence de refuges, due au manque d'initiative, n'est qu'une manifestation de l'imprévoyance générale. D'autres sont aussi

tragiques. C'est ainsi que des convois automobiles de munitions traversent la ville au lieu de l'éviter. Durant les derniers bombardements, cette négligence provoqua une épouvantable catastrophe : dans la Gran Via, presque en face le Coliséum, des bombes atteignirent des camions transportant de la trilite, qui, en sautant, pulvérisèrent tout à l'entour.

La ville est plongée, en certains endroits, dans une complète obscurité. Mais ailleurs, de puissantes lampes blanches éclairent la chaussée et les automobiles se promènent toute la nuit tous feux allumés ! A Pueblo Nuevo se trouvent d'énormes gazomètres. En face se trouve une fonderie qui, au moment de la coulée, éclaire les gazomètres comme ne le feraient pas certains projecteurs! On se demande pourquoi les bombardiers les ont laissés debout...

Comment s'étonner des massacres ? Mais les souffrances multipliées semblent avoir rendu les Espagnols insensibles. Ils sont même en train de perdre le culte des morts. A l'hôpital clinique — la morgue de Barcelone — les victimes des bombardements sont déposées. Des enfants accompagnent les parents dans les lugubres et macabres visites d'identification. Des scènes déchirantes se produisent, mais elles sont rares: la douleur semble avoir rendu les gens indifférents et impassibles. Courage? Dureté de cœur? Pourtant, les horreurs sont là, indicibles. A côté des corps « entiers » — déchiquetés, carbonisés, méconnaissables — il y a des paniers plats comme ceux servant aux maçons à transporter les matériaux; dedans, on a déposé des membres d'inconnus : têtes, jambes, bras, etc., avec cette simple mention : « Trouvé à tel endroit. » Ces horreurs sont gardées plusieurs jours, et on ne peut venir les voir qu'en se tamponnant les narines... Mais connues ou non, les victimes sont très souvent subtilisées aux familles pauvres et jetées pêle-mêle dans une fosse commune. Où sont les funérailles spectaculaires des victimes du premier bombardement de 1937 ?

Les bombardement ont failli coûter la vie à des détenus antifascistes. Pendant un violent bombardement — fin janvier, je crois — des bombes tombèrent sur la *Carcel modelo*, provoquant une certaine panique chez les prisonniers, des gardiens donnent aux prisonniers l'ordre de descendre. Certains gardiens — communistes, à ce qu'il paraît — croient alors le moment venu de se débarrasser de leurs pensionnaires, ils menacent, une mutinerie se produit. Des prisonniers s'emparent de clefs et d'armes. Des coups de feu éclatent. Les gardiens en profitent pour dépouiller des prisonniers de quelques provisions — que la direction de la prison leur fera rendre, d'ailleurs. Il semble que le contrôle des prisons échappe au ministre de la Justice : la terreur reste le fait de subalternes.

Malgré tout, ces hommes sont maintenus en prison par ordre gouvernemental. La plupart n'ont rien fait : ils sont là sur une simple dénonciation très souvent. Les responsables de certains délits, qui servent de prétextes pour maintenir en prison des innocents, ont eu soin de prendre le large. L'enquête qui devrait précéder une arrestation n'existe pas. La plupart des détenus n'ont pas de dossier : ils sont jetés en prison sur la simple dénonciation d'un mouchard ou d'un délateur, ennemi politique, etc. Un jour qu'on est las de les voir, on les expulse, sans autre excuse ni explication. C'est le régime du bon plaisir, le régime des lettres de cachet. Les organisations — F.A.I., C.N.T. parce que les autres ou n'ont pas de prisonniers (partis républicains) ou n'ont pas d'existence légale (P.O.U.M.) ou ne s'occupent pas de leurs membres détenus, ou obtiennent leur libération par d'autres voies (parti communiste) — anarchistes ou anarcho-syndicalistes, ont constitué des Commissions juridiques. Mais les Espagnols sont habitués à aller en prison, et l'activité de ces Commissions est nulle ou inopérante. Enfin, elles s'occupent peu, il faut bien le dire, des étrangers incarcérés. Le consul de France lui-même n'est pas influent. J'ai connu des jeunes gens, déserteurs des brigades et en âge de faire leur service en France, qui sont allés voir le consul pour se faire rapatrier. Celui-ci les envoyait à la police espagnole, qui les arrêtait comme déserteurs. La désertion reste pratiquement le seul moyen de sortir de l'armée. Ainsi de jeunes miliciens, en instance de faire leur service en France, devaient choisir entre être déserteurs en Espagne ou insoumis en France. Le consul finissait par avoir gain de cause, quand aucun délit n'était relevé ou inventé à la charge du milicien déserteur, mais cela n'allait pas sans certaines démarches humiliantes. Des Français innocents — j'en connais — sont en prison à Barcelone; le consul ne s'occupe pas d'eux parce qu'ils n'ont pas d'obligations militaires à satisfaire, et ils croupissent, certains arbitrairement, en prison depuis dix mois. Attend-on que les factieux viennent les transférer du cachot à la caponnière ?

J'ai dit par ailleurs que certaines opérations de guerre furent faites plus en vue de détruire certaines formations — brigades communistes et brigades confédérales — qu'en vue d'obtenir un réel succès militaire. Pour les volontaires étrangers, l'enfer espagnol est sans issue : ou ils luttent jusqu'à la mort, ou ils sont faits prisonniers, ou ils désertent, cas dans lesquels ils sont invariablement fusillés. Les soldats espagnols, eux, depuis que Franco respecte la vie de ses compatriotes incorporés, courent la chance de se sauver en se rendant; pour les volontaires étrangers, il n'y a pas de salut.

Je pourrais multiplier les remarques pour camper la tragédie. On m'a compris.

(*à suivre.*) STYR-NHAIR.

L'AFFAIRE DE SAINT-ETIENNE

Trois militants syndicalistes du Bâtiment stéphanois sont emprisonnés à la suite d'une bagarre au cours de laquelle un chef de chantier fut mortellement blessé; ce sont les camarades Garnier, Bidault et David.

L'attitude de certains dans cette affaire, où il n'ont pas craint, par passion politique, de prendre position publiquement contre les emprisonnés, nous fait un devoir de protester dès aujourd'hui contre la collusion scandaleuse qui s'est établie sur le dos d'inculpés innocents.

Garnier et Bidault ont comparu le 6 mai devant le tribunal. Nous ignorons, au moment de la mise en pages, ce qu'a donné cette comparution. Mais nous publierons, dans notre numéro du 25 mai, les détails les plus complets sur cette triste affaire qui constitue un nouvel aspect de l'Union sacrée.

PARMI NOS LETTRES

L'ACTION NECESSAIRE CONTRE LA POLITIQUE DE GUERRE

Depuis des semaines, nous recevons de nos amis un nombre important de lettres ou d'articles consacrés à l'action nécesaire contre la politique de guerre. La constitution du Centre syndical d'action contre la guerre nous a valu une recrudescence de remarques auxquelles nous aurions voulu pouvoir donner plus tôt l'hospitalité.

S'unir! Sous ce titre, c'est d'abord Chazoff, des correcteurs parisiens, qui nous écrit :

Dans la crainte de voir refleurir à leur adresse, sous la plume ou sur les lèvres des valets du Kremlin, le vocabulaire « académique » dont les dirigeants communistes français ont le secret et dont ils réservent la primeur à leurs « amis », les politiciens de gauche et la majorité de nos chefs syndicaux subissent un chantage éhonté, dont nous serons hélas! les premières victimes. Tous ceux qui refusent de s'associer passivement aux mots d'ordre lancés chaque matin à des centaines de milliers d'exemplaires par la presse servile, ou tous ceux qui se révoltent courageusement contre le mensonge, sont qualifiés de traîtres ou d'agents de Franco et d'Hitler. Et l'opposition se tait, subissant cette injure quotidienne en attendant que d'autres de ses hommes soient assassinés, lâchement comme le sont les pionniers dans ce qu'ils osent qualifier de « première république démocratique du monde » !

Ce n'est plus possible. Nous ne pouvons plus vivre ainsi.

Si nous analysons les conjonctures présentes il semblerait que nous soyons enfermés dans un dilemme. Or si nous entendons nous dresser contre les forces de régression sociale qui nous assaillent; si nous acceptons de nous battre pour défendre des institutions — aussi médiocres soient-elles — nous permettant encore d'exprimer nos doléances, nos revendications ou nos critiques, nos victoires éventuelles seraient superficielles et négatives si elles devaient se traduire par le triomphe d'un parti qui, par ses attaches, n'a plus de prolétarien que le nom.

Je reste convaincu, mon cher Chambelland, malgré les apparences, que la classe ouvrière française est hostile à cette démagogie qui empoisonne l'atmosphère sociale du pays et que si la voix des minorités dispersées pouvait ou voulait se faire entendre, elle serait retentissante. Je suis convaincu que, si devant la catastrophe imminente, nous savions sacrifier un instant nos égoïsmes particuliers et abandonner une expectative criminelle pour nous attacher à l'œuvre grandiose de réhabilitation qui s'impose, nous ne tarderions pas à voir nos efforts couronnés de succès.

La situation est désespérante, mais non pas désespérée.

Si nous persistons à nous cantonner dans une attitude contemplative; si nous ne cherchons pas à nous unir en écartant les questions secondaires qui divisent, c'en est fait de la démocratie ouvrière.

La conférence de 1935, à Saint-Denis, a échoué pour de multiples raisons qu'il n'est pas nécessaire de rappeler. L'heure n'est-elle pas venue de tenter, dans un suprême effort, de rallier les forces démocratiques et indépendantes dont la dispersion est un facteur de mort? Si nous ne le comprenons pas c'est tant pis pour nous et la France laborieuse subira le sort de l'Allemagne, de l'Italie ou de la Russie.

Que faire ? Après notre déclaration : « Nous ne marchons pas » (*R. P.* du 25 mars), notre vieil ami Mougeot nous a expédié quelques remarques qui nous feront toucher du doigt les difficultés de réaliser l'union que demande Chazoff :

Je viens de lire dans la R. P. : *« Nous ne marchons pas ! » ; cela dit très bien pourquoi vous ne voulez pas marcher, mais hélas! vous ne dites pas du tout comment vous ne marcherez pas. Est-ce que vous ne pouvez pas nous apporter quelque chose de concret ou que vous ne le voulez pas ? Le moment n'est plus à la rigolade, si nous ne savons pas ce que nous pouvons faire et comment, nous serons écrasés comme des punaises. J'ai écrit plusieurs fois à la* R. P. *pour demander s'il n'était pas possible de faire quelque chose pour empêcher la guerre, certains ont dû me prendre pour un blanquiste, cependant je persiste à croire que l'on peut faire ce quelque chose. La question de l'unité syndicale (à tort ou à raison) m'a toujours laissé froid, mais, bon dieu! puisqu'elle est faite, ne peut-on amener les cinq millions de syndiqués à lutter contre la guerre ou, tout au moins, la partie la plus intelligente de ces cinq millions d'individus ?*

Dans « Nous ne marchons pas », l'on dit : « On eut le tort de compter sur un gouvernement d'origine populaire » ; *je crois, mon vieux Chambelland, que tu as été plongé jusqu'aux épaules dans cette croyance, puisque tu as été jusqu'à écrire que nous pouvions regretter le départ de Blum comme chef de gouvernement.*

Oui, vive la paix par la Révolution ouvrière internationale mais il est grand temps de préparer cette révolution d'une façon efficace. Pour finir votre manifeste, vous écrivez : « Dans chaque pays tout le pouvoir aux syndicats ouvriers ». *Je ne marche pas, je ne désire pas plus Jouhaux ou Racamond comme dictateur que Hitler ou Staline.*

L'avis de J. Fontaine Sitôt connue la formation du Centre syndical d'action contre la guerre, J. Fontaine, le militant des instituteurs du Rhône, nous a adressé son adhésion avec quelques commentaires :

Il ne faudrait pas que ce mouvement aboutisse, comme tant d'autres, à l'impuissance et malheureusement — on peut tout craindre aujourd'hui — à de nouvelles trahisons.

Il ne faut pas qu'il ne se traduise que par des protestations verbales ou platoniques. Il faut que dans toutes les organisations syndicales se créent des noyaux de camarades décidés à un redressement énergique.

Il faut se séparer nettement des hésitants et les obliger à se situer. Cet opportunisme qui consiste à ménager certains camarades qui freinent le mouvement de trahison des dirigeants n'est plus de mise à l'heure actuelle.

C'est en 1935, à l'époque où Monatte jetait le cri d'alarme qu'il aurait fallu partir. Nous avons perdu un temps précieux à discuter, à soutenir certaines tendances par sympathie ou simple camaraderie. Un affaiblissement de notre foi en notre idéal syndicaliste d'avant 1914 en est résulté. Notre fameux malaise n'était que la lente incubation du virus patriotique.

Malgré tout, il n'est pas trop tard encore pour agir. La guerre n'est pas pour demain, et la surpression chauvine et guerrière ne peut tenir longtemps devant la diminution rapide du pouvoir d'achat des masses et la misère généralisée. Les défaillances, le lâchage, la trahison sont le fait des dirigeants, bien plus qu'un emballement massif des travailleurs de toutes catégories.

Il suffit qu'une liaison s'organise entre les nombreux militants de base qui ne marchent pas, que des mots d'ordre, des consignes simples soient donnés pour qu'un courant irrésistible soit créé

Mais il faut partir avec la résolution bien arrêtée de ne pas s'arrêter en chemin. Il faut que les dirigeants qui ont trahi, se taisent, s'en aillent et soient mis dans l'impossibilité de recommencer leur odieuse besogne.

Après avoir lu ces trois lettres, je vous le demande, croyez-vous que la tâche du Centre syndical soit facile ? Evidemment non. Mais la difficulté même doit nous inciter à redoubler d'efforts pour dégager des opinions divergentes une action positive commune. — M. Ch.

Deux ans de préfascisme

Maintenant que, selon une tradition déjà établie, le cartel électoral des partis de gauche a fait, en moins de deux ans, la preuve qu'il lui était impossible de gouverner, et qu'avant même le milieu de la législature il doit, comme en 1926 et en 1934, céder la place à des gouvernements composés de chefs des partis vaincus et de Saxons des partis vainqueurs, il n'est peut-être pas inutile de dresser le bilan de cette réédition du Cartel des Gauches de 1924 et du Bloc des Gauches de 1932.

A la différence des précédentes, la nouvelle formation, dite du Front populaire, comprenait la totalité des partis électoraux de gauche; peut-être est-ce pour cela que son œuvre a été plus réactionnaire encore que celle des prédécesseurs; elle n'a pas été en effet seulement réactionnaire, elle a été typiquement fasciste. L'histoire dira que sous le couvert d'un pavillon antifasciste, toute la politique des quatre gouvernements de Front populaire que se sont succédé, leur politique *réelle,* celle des *actes* (pas celle de la phrase bien entendu) a consisté à poser en France les premières fondations d'un régime fasciste.

⁂

Les gouvernements Blum et Chautemps ont inauguré le fascisme en France par leur politique extérieure, d'une part, par leur politique et leur administration intérieures, d'autre part. (Je ne parle pas de leur politique coloniale, le fascisme étant depuis toujours le régime des colonies françaises : aucun droit politique, aucune liberté de presse ou autre, détention sans délit par mesure administrative, travail forcé, etc. Ils n'y ont donc pas inauguré le fascisme, ils l'ont simplement aggravé; ils ont employé la provocation systématique et alors que leurs prédécesseurs se contentaient de tuer et de déporter les indigènes par unités, ils les ont tués par dizaines et déportés par centaines.)

Les gouvernements de Front populaire ont inauguré le fascisme dans la politique extérieure française en donnant au fascisme international pour sa pénétration en Europe occidentale l'appui décisif du blocus des armes à l'égard de l'Espagne.

Les gouvernements de Front populaire ont inauguré le fascisme dans la législation intérieure française parce que toute la législation politique établie ou proposée par les gouvernements de Front populaire fut dirigée contre les libertés les plus fondamentales : liberté de parler, liberté d'écrire, liberté de faire grève.

Liberté de parler : la liberté de réunion a été supprimée. En donnant aux maires et aux préfets le pouvoir discrétionnaire d'interdire toute réunion qui, d'après eux, serait « susceptible » de troubler l'ordre public, le premier gouvernement Blum a supprimé ce droit fondamental de tout régime républicain : le droit à la parole. On n'a désormais le droit de parler que lorsque cela ne gêne pas le gouvernement. Un cas topique a été l'interdiction de la réunion organisée à la Mutualité contre la guerre et l'Union sacrée au lendemain de l'Anschluss : c'est dans les moments les plus critiques, ceux où il est le plus urgent de dénoncer les crimes qui se préparent que, du fait de la législation de M. Blum, le gouvernement peut vous obliger maintenant à vous taire.

Liberté d'écrire : ici, grâce à Dieu, au Sénat et aux partis réactionnaires (c'est triste, mais c'est ainsi!), les propositions liberticides de M. Blum sont restées presque entièrement à l'état de propositions. Je rappelle qu'elles consistaient, d'une part à donner au gouvernement le pouvoir d'interdire l'envoi à l'étranger des journaux ne lui plaisant pas (c'est ainsi que la *R. P.* aurait dû très certainement cesser d'être envoyée à nos abonnés de Belgique et de Suisse), et, d'autre part, à généraliser les lois scélérates en supprimant pour, pratiquement, tous les délits de presse, cette garantie élémentaire réclamée durant un siècle par tous les républicains : la compétence du jury et non du tribunal correctionnel pour les délits politiques, c'est-à-dire la compétence de juges relativement indépendants du gouvernement au lieu de magistrats professionnels asservis. M. Blum n'avait pas hésité pour ce faire à reprendre le texte d'une loi éphémère de l'« Ordre moral », celle-là même en vertu de laquelle Gambetta avait été condamné pour son : « Il faut se soumettre ou se démettre ».

Liberté de grève : si on excepte les lois votées d'urgence sur les 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs, qui furent conquises de haute lutte par le mouvement d'action directe de Juin 1936 et que le gouvernement ne fit qu'entériner, qui ne lui sont donc dues en aucune manière, toute la législation sociale des gouvernements de Front populaire, celle qui leur est propre, celle qui provient de leur initiative, vise un même but : l'institution de l'arbitrage obligatoire. Or, l'arbitrage obligatoire, de quelques précautions oratoires dont on puisse chercher à l'entourer à ses débuts est, par définition même, la suppression du droit de grève. Car un arbitrage n'est évidemment pas obligatoire, si, nonobstant l'arbitrage, on peut faire grève.

Droit de grève et droit de penser, liberté de se coaliser, liberté de parler et d'écrire, n'est-ce pas cela qui précisément distingue la liberté de la servitude, n'est-ce pas cela précisément qui sépare le non-fascisme du fascisme?

Aussi fasciste que leur législation a été l'administration des gouvernements de Front populaire, j'entends par là l'exercice de leurs pouvoirs de police.

En violation des garanties les plus élémentaires de la liberté individuelle, en violation la plus cynique de toute légalité, on a vu, sous un gouvernement de Front populaire, des ci-

toyens coupables de rien, accusés de rien, détenus dans les geôles policières, simplement parce que le Président de la République venait dans leur département !

En violation des garanties les plus élémentaires de la liberté d'opinion et de toute légalité, on a vu, sous un gouvernement de Front populaire, les abonnés d'un journal mandés à la police pour être interrogés sur les raisons pour lesquelles ils étaient abonnés.

Toutes choses qui auraient peut-être pu paraître normales sous l'Empire, mais qui ne s'étaient jamais faites sous la République, quelque réactionnaires qu'en aient été les gouvernements, au moins depuis 40 ans.

Mais là où la police des gouvernements de Front populaire fut la plus ignoble, se montra la plus ouvertement pro-fasciste, c'est dans la question des étrangers.

Il y a des départements frontière, les Alpes-Maritimes par exemple, où vivent par dizaines de mille des étrangers, notamment des Italiens. Un grand nombre de ceux-ci sont fascistes, fascistes militants. On sait d'une façon presque certaine que ceux-là sont « enrégimentés » aux consulats d'Italie; ils forment une « cinquième colonne », toute prête et toute organisée pour opérer sur place, dans le cas d'un coup dur entre l'Italie et la France.

Ces Italiens là, bien entendu, sont tabous. Les gouvernements de Front populaire n'en ont expulsé aucun.

Par contre, innombrables sont les étrangers antifascistes qui ont été expulsés par les gouvernements de Front populaire.

Parmi de multiples autres prenons au hasard quelques cas :

D'abord les combattants d'Espagne. Les Italiens résidant en France et partis combattre dans les rangs des milices antifascistes espagnoles dès 1936, c'est-à-dire avant toute interdiction, donc partis parfaitement légalement et rentrés en France non moins légalement, n'en ont pas moins trouvé à leur retour... un arrêté d'expulsion.

Un Italien antifasciste, dont toute l'activité politique en France, consista à conduire le camion de ravitaillement des Femmes Socialistes de Nice pendant les grèves de Juin : expulsé.

Une Italienne, dont l'activité « politique » consista également à donner la main aux Femmes socialistes pour leur ravitaillement des grévistes durant la grève : expulsée. Il est vrai que cette femme avait une circonstance aggravante : elle a un enfant qui est exclusivement à sa charge, son mari étant en traitement depuis des années dans un asile d'aliénés pour troubles cérébraux dus aux coups de matraque sur le crâne qui lui furent donnés en Italie par les fascistes, selon la méthode habituelle de ces bandits. Evidemment, avoir eu son mari victime des assassins de Matteotti n'est pas une bonne recommandation pour des ministres de Front populaire!

Un autre étranger, de sentiments antifascistes, mais à l'écart depuis de nombreuses années de toute activité politique, habitant la France depuis 40 ans, marié à une Française et ayant deux enfants français, que des voisins Croix de feu avaient essayé de faire expulser sous les gouvernements Doumergue et Laval, *mais sans y parvenir :* expulsé par Dormoy.

Le secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme italienne lui-même ne trouva pas grâce devant les ministres du Front populaire : expulsé.

Et quand une organisation locale, suffisamment bien en cour, obtenait qu'au moins une contre-enquête soit faite sur une expulsion, les « contre-enquêteurs » des ministres du Front populaire allaient faire leur « enquête » au Consulat d'Italie, après quoi, naturellement, l'expulsion était confirmée.

Ainsi, de l'aide à Franco par le blocus de l'Espagne républicaine, à l'aide à Mussolini par l'expulsion des antifascistes italien, en passant par les lois destructrices de la liberté, la chaîne est complète.

Je ne m'indigne pas, je constate.

R. LOUZON.

Deux Congrès d'U. D.

L'Adour

Le congrès de l'Union des Syndicats de l'Adour, qui s'est tenu à Pau les 16 et 17 avril, nous a donné, à quelques-uns, l'occasion de manifester notre résistance à la politique confédérale de paix sociale et d'union sacrée.

Une mécanisation des débats, qui s'apparente tout à fait aux mœurs nouvelles du syndicalisme conformiste et automate, ne nous a laissé, pour nous exprimer, qu'un temps très court, mais dont nous avons tiré parti. Le jeu en valait la peine, puisque nous avions l'avantage d'être en face de Jouhaux, fort étonné d'être interpellé au congrès mais qui en a vu d'autres et ne perdit pas son aplomb.

Il put même se livrer à un petit jeu de bascule qui ne compromit ni son équilibre ni son prestige. Il sut se donner au congrès des airs de sagesse modératrice en combattant l'extrémisme pour prendre sa revanche au meeting public et sonner la charge contre la finance.

Je n'insiste pas sur une petite diversion contre les fonctionnaires, de l'apparence la plus innocente, mais où Jouhaux laissa percer un vieux dépit, l'Enseignement n'ayant pas toujours eu les égards que mérite Son Infaillibilité.

Catalogne a protesté contre la bureaucratisation ouvrière et ses lenteurs, cette duperie d'un syndicalisme juridique et procédurier, qui ont souvent amené une désaffection des syndicats et favorisé les manœuvres patronales. Avec Larrère, il a dénoncé vigoureusement l'impérialisme et l'union sacrée, montrant les vrais dessous impérialistes de la croisade idéologique contre le fascisme.

J'ai déposé dans le même sens trois motions dont l'une dirigée contre le blocus de l'Espagne. Nous avons eu avec nous, sur le chapitre de la guerre, les syndicats des Instituteurs des Basses-Pyrénées et des Landes qui eux aussi ont réprouvé, dans un langage parfois un peu différent du nôtre, le

bellicisme du Front populaire, ainsi qu'un postier qui a parlé dans le même sens.

Dépourvus d'illusions sur le succès que pouvait avoir notre langage, nous avons cependant cherché à sauvegarder un peu d'honneur syndicaliste. Notre satisfaction d'avoir éveillé des échos se trouve gâtée par le regret de voir des congressistes considérer comme des raseurs ceux qui les entretenaient de choses sérieuses.

Sans doute ces staliniens d'union sacrée n'ont pas osé tout à fait nous huer, mais que les camarades de bonne volonté, qui n'ont pas encore ouvert suffisamment les yeux à la colonisation communiste des syndicats, se décident enfin à voir et à parler clair.

Quant à Jouhaux, il est au-dessus de tout cela. Le chahut de Buffalo ne l'a pas troublé. Il ignore et veut ignorer l'identité des perturbateurs. Non ébranlé par ces incidents subalternes qu'il nous a priés d'oublier, il garde son aplomb et sa sérénité pour l'union sacrée, nous promettant d'agir pendant la prochaine comme il le fit en 1914.

Reconnaissons qu'il aura pris cette fois ses précautions pour ne plus être qualifié de traître.

A. Richard.

Alger

Le congrès de l'Union départementale des syndicats d'Alger s'est tenu les 2 et 3 avril. Les délégués du Syndicat des professeurs de lycée en ont fait un compte-rendu, adressé à chaque syndiqué, et que nous tenons à reproduire. Comme dit le camarade qui nous l'envoie, il fera un digne pendant au compte rendu du congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne :

Cher Camarade,

Vous trouverez peut-être dans un prochain numéro de l'*Algérie Ouvrière* un compte-rendu détaillé des séances du Congrès de l'Union Départementale qui a eu lieu les 2 et 3 avril. Mais cela ne vous donnera aucune idée de l'atmosphère où se sont déroulées ces trois demi-journées.

La salle Bélisaire contenait pour la circonstance environ 300 délégués, représentant les deux tiers du nombre total des syndicats du département. Ces délégués ont manifesté au cours des débats une unanimité si complète qu'on peut se demander si elle était fortuite, et ne tenait pas à la façon dont les « délégués » présents avaient été recrutés. Il est également remarquable que cette unanimité se soit faite contre les délégués du S.P.E.S. actuel. qui étaient (sur la base des anciens syndicats) : Chalet, Plat et Bourgeois pour les professeurs de lycée, Bioud pour les maîtres d'internat.

Cela tient à ce que nos délégués, conformément à leur mandat, ont pris position contre l'attitude actuelle de l'U.D. et de la C.G.T. Pour mettre en lumière l'envahissement du syndicalisme par la politique, nos délégués ont posé deux questions à propos du rapport sur l'activité écoulée :

1° Comment se fait-il qu'on ne mentionne pas dans le rapport sur le syndicat des dockers l'incident avec le P.P.A., accusé par voie d'affiches d'être de connivence avec la municipalité fasciste?

2° Lorsque l'U.D. préconise contre le fascisme le bloc des « Etats démocratiques », quels pays désigne-t-elle sous cette étiquette et en quoi la justifient-ils ?

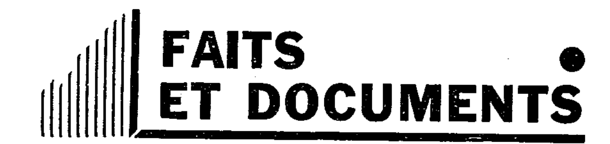
Cette manifestation de défiance envers l'U.R.S.S. a valu d'emblée à nos délégués l'hostilité ouverte de la quasi-unanimité des congressistes. Est-il besoin d'ajouter qu'à nos questions pourtant précises et formulées à deux reprises, les orateurs qui se sont succédé ont répondu d'une façon vague et injurieuse ?

Le gros morceau fut cependant la question du Rassemblement Populaire et de l'Union sacrée. Un de nos délégués présenta et commenta la motion acquise au cours d'un referendum départemental et par laquelle nous protestons contre l'orientation actuelle de la C.G.T. Cette intervention (la seule à toucher au problème actuel du syndicalisme) fut alternativement écoutée avec une ironie méprisante ou couverte par les vociférations. Notre syndicat, qui faisait déjà figure à ce congrès de brebis galeuse, a dès lors été constamment à l'honneur : pas un orateur qui n'ait pris les professeurs de lycée comme exemple de saboteurs du mouvement ouvrier, de petits bourgeois, d'ignorants, de pacifistes bêlants, d'intellectuels perdus dans la stratosphère et de provocateurs qu'on espérait inconscients. Un représentant des gardiens de prison nous a dit notre fait avec une vigueur particulière.

Nos camarades ont tenu bon sous ce déluge. L'atmosphère s'est échauffée encore lorsque Frachon a longuement parlé des bienfaits du Rassemblement populaire, et fait les professions les moins équivoques de jacobinisme et d'admiration pour les Soviets actuels. Sa péroraison fut saluée d'une « Internationale » ; nos camarades n'ayant pas cru devoir s'y associer ni se lever, ce fut un tollé général. Bon nombre de délégués réclamèrent l'expulsion *manu militari* des « trotskystes », des « fascistes » et des « espions ». Bref une atmosphère proche de ce que l'on peut voir dans l'Allemagne actuelle; et seule l'énergie du président de séance empêcha des violences envers nos délégués.

La fin du congrès accentua ce caractère de libre discussion et de cordialité. Au cours du trajet entre leur place et la tribune, nos délégués bénéficiaient de la part des « camarades » présents de crochepieds et de propositions d'aller régler la question d'homme à homme. Une motion de notre syndicat précisant le mode d'élection de la Commission exécutive de l'Union Départementale fut écartée sans examen, et le congrès se trouva saisi comme l'an dernier d'une candidature officielle : liste unique comprenant tous les membres sortants, plus des nouveaux venus présentant toute garantie comme bien-pensants. Nos délégués eurent donc pour seule ressource de voter contre la liste officielle, ce qui aggrava encore leur cas. On en vint peu après au vote sur le rapport concernant les tâches à venir du mouvement syndical. Le vote, évidemment négatif d'après tout ce qui précède, de nos délégués, leur aurait certainement valu un lynchage s'ils n'avaient quitté la salle aussitôt après.

Le Bureau de la Section du S.P.E.S. tient à porter ces faits à la connaissance de tous les syndiqués, pour qu'ils tirent sur cette orientation et ces procédés les conclusions qui s'imposent.



La bénédiction de Gustave Hervé

Nous nous en voudrions de ne pas reproduire in-extenso l'article que Gustave Hervé a publié en tête de la Victoire *du samedi 16 avril sous le titre : « Les communistes et les grèves ». C'est un morceau savoureux. « Tatave » est content; il a retrouvé ses enfants en la personne des dirigeants communistes de 1938. « Bravo! s'écrie Hervé. Ils font comme moi en 1914! Même mieux! » Et probablement ajoute-t-il : « Maintenant, passons la monnaie! » La bénédiction de « Tatave » est-elle jamais gratuite?*

Les chefs de l'organisation syndicale des ouvriers métallurgistes viennent de lancer un appel à la sagesse, à la modération et au patriotisme de leurs camarades. Ces chefs rappellent à leurs ouailles « la prudence qu'il importera d'observer à l'avenir concernant l'utilisation de la grève comme ultime moyen de défense revendicative ».

Elles doivent « concilier la défense de leurs in-

térêts propres avec le souci de veiller et de contribuer à la sécurité de leur pays. Il ne faut pas que soient mises en péril l'indépendance et les libertés françaises ».

Dans certains journaux qu'aveugle la haine contre les communistes, on se gausse de la lâcheté et de l'hypocrisie de ces chefs communistes qui lancent leurs troupes dans une aventure comme la grève actuelle des métallurgistes et qui, sentant venir la défaite, poussent à la fin de l'occupation des usines.

La vérité est que, depuis 1933, les chefs communistes, loin de pousser aux grèves, essaient de les freiner tant qu'ils peuvent. Depuis 1933 ? Oui, depuis l'arrivée d'Hitler au commandement suprême de l'Allemagne et la réapparition sur la scène du colosse pangermaniste.

Hier, nous disions à un de nos bons confrères de gauche que ce ne sont pas les Cagoulards, ou quelque autre force occulte, maniés par Hitler et Mussolini, qui poussent nos ouvriers à faire des sottises ; que l'indiscipline généralisée de nos milieux ouvriers est due à des erreurs mortelles de la Révolution française ; nous sommes obligés aujourd'hui de redire à certains de nos confrères de droite que ce sont ces erreurs mortelles de notre grande Révolution bolchevisante et anarchisante de 1793 qui sont les seules causes de l'anarchie qui sévit actuellement dans nos milieux ouvriers, et que, depuis 1933, les chefs communistes, sans oser affronter cette vague rouge ouvertement, essaient de la canaliser et de limiter ses dégâts.

Ce que disent aujourd'hui Croizat et les autres chefs communistes du syndicat ouvrier des métaux, c'est exactement ce que, lors de la première vague de grèves et d'occupations, disait Thorez, lorsque, brusquement, du haut de la tribune de *L'Humanité*, il disait un jour : « Non, tout n'est pas possible », et encore : « Il faut savoir finir une grève », ou lorsqu'il chantait, vers le même temps, ses couplets sur la *Marseillaise* et l'amour de la patrie, ou lorsqu'il tendait la main aux catholiques

Pour les profanes, tout cela n'apparaît pas nettement : mais cela nous crève les yeux, à nous, qui sentons ces milieux ignorants et ardents que sont les milieux communistes, et que nous aimons, ne serait-ce que pour cette raison naturelle que tous les chefs communistes actuels, à leur insu le plus souvent, sont les fils intellectuels et les élèves de notre journal quand, avant 1914, il s'appelait *La Guerre Sociale*.

S'ils heurtaient de front les milieux qu'ils ont grisés jusqu'en 1933 de leur alcool révolutionnaire, ils seraient jetés par-dessus bord — comme nous l'avons été nous-mêmes, pendant la guerre. L'évolution qu'ils ont fait faire à leurs troupes depuis 1933 dans le sens d'un socialisme national et réformiste qui n'a plus rien de communiste, montre que leur méthode n'est pas sans présenter quelques avantages.

Ils les ont ramenées, comme nous l'avons tenté nous-mêmes, de Karl Marx, le doctrinaire haineux et sans aucune espèce de patriotisme, à Blanqui, le chef idéaliste du socialisme français si ardemment nationaliste avant que Karl Marx empoisonnât le socialisme de son culte prussien de la force brutale.

Ceux qui ignorent tout de cette évolution profonde qui a fait de nos bolchevistes communistes et internationalistes des radicaux-socialistes très nationaux, mais qui la sentent confusément, disent avec angoisse : « Ce retour à un socialisme réformiste et patriote, c'est de la frime. C'est Staline qui leur a donné l'ordre de faire cette manœuvre, parce qu'il a besoin de l'armée française et de la force française pour se protéger contre la menace hitlérienne ».

La vérité, c'est que la menace d'Hitler a produit instantanément le même réflexe chez Staline et chez nos communistes français. Ils ont eu peur, l'un pour la Russie, les autres pour la France. Et instantanément et parallèlement, mus par le même instinct de conservation, Staline et nos communistes, avant même de se mettre d'accord officiellement, ont rectifié leur position simultanément. Et même si c'était Staline qui avait aidé nos communistes à retrouver la patrie, il faudrait lui en savoir gré et bénir le pacte de défense mutuelle franco-russe. N'est-ce pas la menace allemande, se précisant subitement en 1912, qui brusquement dessilla les yeux de notre équipe de *La Guerre Sociale* et la ramena complètement — dès 1912 — à un socialisme national voisin de celui que prêche encore *La Victoire?*

Les aveugles qui mènent en France une campagne violente et perfide contre le pacte de défense mutuelle franco-russe n'ont d'ailleurs pas l'air de s'apercevoir que Staline, à la lumière que lui apporta le triomphe d'Hitler en Allemagne, a découvert que le communisme est une erreur mortelle. Il est visible que depuis 1933, de communiste bolcheviste qu'il était, il est devenu un véritable socialiste national. A preuve, sa façon — ressemblant un peu trop à celle d'Ivan le Terrible — de se débarrasser de tous les communistes restés bolchevistes. A preuve encore la réintégration dans les cadres de l'armée rouge d'officiers de l'ancien régime. A preuve enfin, le ton de Jacobin patriote qu'il prend pour parler de l'armée russe, de l'aviation russe, de la flotte russe, de la patrie russe. A preuve même la façon relativement molle dont il a soutenu la révolution « anarchiste » espagnole, où il s'est trouvé engagé par la propagande faite par lui en Espagne au temps où il était encore lui-même communiste et bolcheviste.

Nous disons ces choses-là crûment, au risque d'offusquer quelques amis chers de *La Victoire,* avec l'espoir qu'elles feront réfléchir notre Quai d'Orsay et notre état-major, et qu'elles les empêcheront, maintenant que nous allons recoller l'amitié franco-italienne, de céder à la tentation de lâcher la Russie nouvelle.

Nous rappelons que ce n'est par par haine de l'Allemagne hitlérienne que *La Victoire* parle en termes aussi bienveillants de la Russie et de nos communistes français, et que nous sommes toujours ici des partisans de la réconciliation franco-allemande... à la seule condition qu'elle ne se fasse pas sur le dos de la Russie et des peuples slaves dont la Russie est la protectrice naturelle et irremplaçable.

CONTRE LA GUERRE

Une protestation du Syndicat des gareurs de l'Isère

Encore un ordre du jour... Eh oui ! il faut bien que nous publions les protestations, résolutions, motions d'opposition auxquelles la presse ouvrière, tant syndicale que politique, reste obstinément fermée. Voici donc la protestation votée par le Conseil du syndicat des gareurs de l'Isère (textile) et que nous communique le camarade Carminatti :

Considérant l'adhésion de la C.G.T. au « Rassemblement populaire », dans lequel les masses ouvrières avaient mis tout leur espoir pour la formule : « le pain, la paix, la liberté » et la faillite complète de ce « Rassemblement populaire »,

Le syndicat demande à la C.G.T. de reprendre sa complète liberté vis-à-vis de cet conglomérat qui ne tend qu'à duper chaque jour les classes laborieuses ;

Estime que par la souscription à l'emprunt de la défense nationale la C.G.T. a, sans l'assentiment de la base, donné une arme aux ennemis de la classe ouvrière, en fournissant les moyens financiers d'augmenter les œuvres de mort ;

Considère, d'autre part, comme odieuse la position de la C.A. approuvant un gouvernement d'union nationale, prélude d'union sacrée permettant au capitalisme international de pouvoir écraser, dans l'horreur et le sang d'un prochain massacre collectif, la force revendicative des syndicats;

Proteste également contre le bureau confédéral qui, foulant aux pieds les principes démocratiques du Syndicalisme, a engagé l'organisation confédérale, sans consulter ses adhérents, sur l'augmentation des heures de travail ayant trait à l'industrie de guerre ;

Demande, à ce même bureau, de refuser avec intransigeance toute dérogation à la semaine de 40 heures, seul avantage concret restant acquis à la classe ouvrière ;
Demande instamment au bureau confédéral, de respecter dans son intégralité la charte d'Amiens, en reprenant, dans le plus bref délai, son indépendance totale.
Déclare que si la C.G.T. acceptait d'entrer un jour dans un gouvernement, quel qu'il soit, le Syndicat des Gareurs de l'Isère et départements limitrophes demanderait à la Fédération Nationale ouvrière de l'Industrie textile, de se placer dans l'autonomie;
S'élève avec force contre la prétention des gouvernements soi-disant de « Front populaire » tendant à instaurer un « Statut moderne du Travail », lequel ne vise qu'à ravir toutes les libertés ouvrières acquises depuis un demi-siècle par le Syndicalisme.
Se déclare, au contraire, prêt à accepter toute action de masse destinée à hâter la libération complète du prolétariat.
Demande, enfin, que la C.G.T. intervienne énergiquement, auprès des pouvoirs publics, pour que prenne fin la criminelle comédie de la non-intervention en Espagne, fût-ce avec la menace de la grève générale.

Une décision de l'U. D. de la Savoie *Toujours au sujet de la guerre, voici une décision votée récemment par la commission administrative de l'Union départementale de la Savoie :*

La C.A. de l'U.D. de la Savoie décide, vu les dangers de guerre :
1° Qu'il est extrêmement urgent de lutter contre les excitations chauvines des uns, la passivité et les abandons des autres;
2° D'engager sans délai une campagne antibelliciste s'inspirant des idées suivantes :
a) La guerre ne résoudrait rien. La paix n'a jamais été construite depuis 1919. C'est elle qu'il faut construire, sur tous les terrains et en revisant le traité de Versailles,
b) L'émancipation des travailleurs ne se fera pas par la guerre. Au contraire. La préparation à la guerre compromet déjà toutes les conquêtes ouvrières,
c) La lutte contre le fascisme ne se fera point par la guerre. Au contraire. L'union nationale, le surarmement paralysent l'action de classe du prolétariat et menaçent les libertés.
En conséquence, la C.A. demande à tous les syndicats de l'U.D. et à la C.G.T. d'engager immédiatement l'action sur ces bases pour que soit préservé le plus grand des biens · la paix !

Une résolution des charcutiers détaillants *L'Union syndicale de la Charcuterie nous prie d'insérer la résolution ci-dessous, émanant d'une de ses plus importantes sections techniques :*

Le conseil de la section technique des Charcutiers-détaillants, ému de la situation internationale, considère qu'il est bon qu'une organisation de jeunes comme la nôtre prenne une position ferme à l'égard des événements actuels.
Il demande aux dirigeants syndicaux de renier toute Union sacrée, la défense nationale n'ayant jamais eu aucun intérêt pour les travailleurs en régime capitaliste.
Les travailleurs se refusent à défendre un tel régime, qui ne leur apporte que chômage, misère et mort.
Il dénonce ouvertement la course aux armements qui nous conduira vers une nouvelle boucherie, pour le profit d'une poignée d'hommes (toujours les mêmes).
Le conseil refuse catégoriquement de s'associer à l'engagement pris par le bureau confédéral, au nom des cinq millions de membres, en ce qui concerne l'union nationale.
Il demande à ce même bureau :

1° Que les syndicats décident eux-mêmes de leur position pour ou contre l'union sacrée;
2° L'organisation dans tout le pays de grands rassemblements contre la guerre;
3° Une propagande intense pour l'expropriation de tous les munitionnaires et la nationalisation complète de toute usine travaillant pour la défense nationale.

La résolution de l'Enseignement secondaire d'Alger *Voici le texte de la motion contre la guerre adoptée par la section départementale d'Alger du Syndicat de l'enseignement secondaire. On a vu plus haut de quelle façon odieuse les délégués de cette organisation ont été traités au congrès de l'Union Départementale :*

Les membres de la Section Départemental d'Alger du Syndicat du personnel de l'enseignement secondaire,
Plaçant au-dessus de tout leur attachement irréductible à la paix et à la liberté,
Et persuadés qu'une politique de surarmement de quelque nom qu'on la décore et quelque but qu'on lui assigne ne peut qu'amener progresivement la ruine de toutes les libertés, en attendant que la guerre ait instauré la dictature économique et militaire ;
Que l'acceptation d'une telle politique est incompatible avec une action syndicale quelconque tendant à améliorer ou même à maintenir les conditions d'existence des travailleurs ;
Dénoncent à l'opinion syndicale comme une duperie et une trahison la position actuelle des dirigeants du syndicalisme français, exposée et défendue par Paul Rivet ; s'indignent que le Bureau de la C.G.T., abandonnant délibérément le terrain de la lutte des classes, ait entraîné de sa propre autorité le syndicalisme dans l'Union sacrée, accepte de saboter les lois sociales et collabore avec des ennemis notoires de la paix et de la classe ouvrière.
La Section lance un appel à tous les syndiqués de la base pour qu'ils exigent des responsables de la C.G.T. la réunion immédiate d'un congrès extraordinaire qui étudierait dans un esprit de libre discussion les problèmes que pose la construction de la paix, et proposerait à l'opinion internationale une solution digne des cinq millions de travailleurs de la C.G.T. et de l'idéal exprimé dans la Charte fondamentale du syndicalisme.

Un ordre du jour de l'Union locale de l'Andelle (Eure) *On nous communique le texte d'un ordre du jour voté par l'Union locale des Syndicats ouvriers de l'Andelle, dans le département de l'Eure. Cet ordre du jour a été envoyé, notamment, à tous les comités locaux de la région parisienne. Nous en reproduisons ci-dessous le passage essentiel :*

Les bureaux des Syndicats de l'Union Locale de l'Andelle, après avoir pris connaissance de la documentation adressée par le R.U.P. au sujet du « timbre pour la paix », du boycott des produits japonais et de l'action à mener contre la guerre en faveur de la paix;
Déclarent que le boycott des produits japonais présente de graves inconvénients : augmentation des souffrances d'un peuple innocent, victime de dirigeants fascistes, risque d'accusations portées par ces dirigeants contre les nations démocratiques rendues responsables de la misère du peuple;
Constatent que les nations démocratiques fournissent aux puissances autoritaires (Japon, Allemagne, Italie) les matières essentielles nécessaires à la préparation de la guerre (minerais et pétrole);
Demandent que la C.G.T. et la F.S.I. prennent l'initiative, dans les pays en paix, d'une active campagne en faveur de l'application des sanctions économiques aux pays agresseurs et tout particulièrement pour :
L'embargo sur le pétrole dont la production et le transport sont presque exclusivement entre les

mains des pays démocratiques, sur le fer, le nickel, l'aluminium, le cuivre;

Le refus d'emprunts à tous les Etats qui n'auront pas souscrit à un tel embargo;

Pensent que devant de telles sanctions, le Japon en Chine, Hitler en Europe, Mussolini en Méditerranée, Franco en Espagne seraient rapidement contrariés dans leurs entreprises et le fascisme rapidement abattu;

Exigent enfin du gouvernement français, qu'une tentative soit faite en faveur de la paix en ne tenant plus compte des intérêts capitalistes, mais des besoins des peuples; étude des moyens pratiques de distribution équitable des matières premières, redistribution des mandats coloniaux, etc.

Pourquoi Hagnauer avait retiré sa candidature à la C.E. de l'Union des Syndicats

Nous avons rendu compte du Congrès de l'U. D. de la R. P. Bien qu'un peu tard, nous tenons à consigner ici les raisons pour lesquelles notre ami Roger Hagnauer avait retiré sa candidature à la Commission exécutive de cette organisation colonisée. Voici quelques extraits de la déclaration qu'Hagnauer a publiée dans Syndicats *du 6 avril :*

...Je donne à ma démission le caractère d'une protestation contre les méthodes qui triomphent, avec de moins en moins de discrétion, à la direction de l'Union des Syndicats.

Je pourrais sans doute insister sur les conditions dans lesquelles a travaillé la Commission exécutive de l'Union. Depuis quatre mois, j'ai décidé de ne plus participer à ses séances, car je n'ai pu obtenir la publication des comptes rendus (il est vrai que l'on n'a pas fait plus d'honneur aux travaux des congrès et du Comité général). Je n'ai pu obtenir non plus la constitution d'une documentation et de commissions d'études qui auraient permis aux membres de la Commission exécutive de discuter sérieusement des problèmes sur lesquels ils sont appelés à se prononcer. *Le Travailleur Parisien* paraît d'ailleurs beaucoup plus irrégulièrement qu'avant l'unité.

Je pourrais protester également contre le mépris de la légalité syndicale, dont fait preuve le bureau de l'Union.

C'est par le referendum — non prévu dans les statuts — que l'on change la structure des congrès, afin d'assurer aux gros syndicats une primauté absolue.

C'est le bureau de l'Union qui vote des motions très importantes, en s'élargissant jusqu'à comprendre les secrétaires des principaux syndicats. C'est la Commission exécutive, également élargie, qui se réunit à 17 heures pour décider d'une grève déjà annoncée par les journaux de 15 heures.

C'est l'assemblée des conseils syndicaux — qui n'avait jamais été considérée jusqu'ici que comme une assemblée d'information — qui vote des ordres du jour particulièrement graves.

C'est la délégation de l'Union au Rassemblement Universel pour la Paix qui est choisie et mandatée, sans que l'on ait daigné consulter la Commission exécutive.

Mais là n'est pas l'essentiel...

⁂

Notre amie Juliette Harzelec — que nul ne pourrait suspecter d'anticommunisme — écrivait, au lendemain du dernier congrès de l'Union dans l'*Ecole du Grand Paris* de février-mars 1937 : « *Ne pas voir une majorité abuser de sa force, mais, au contraire, respecter les droits d'une minorité et associer ses représentants au travail des organismes de direction et d'exécution est une attitude que la section des Instituteurs de la Seine a assez souvent préconisée pour se réjouir de la voir adopter dans une Union, appelée certainement à jouer dans les mois qui viennent un rôle primordial.* »

C'est justement parce que cette attitude n'est plus — n'a jamais été en fait — celle de l'Union, que je démissionne.

Peut-on dire, en effet, que les représentants de la minorité ont été associés au travail du bureau de l'Union ? J'entends de la minorité qui ne fait pas preuve d'une certaine docilité. En aucune façon.

Avant d'être membre de la Commission exécutive, j'ai été fréquemment appelé à représenter l'Union dans des manifestations publiques ou des réunions éducatives. On avait même établi, sur l'initiative d'Albert Guigui — que son indépendance d'esprit a fait écarter de la direction de l'Union — un plan de causeries à l'usage des centres locaux d'action et de propagande. Depuis que je suis à la Commission exécutive, je n'en ai plus entendu parler, et lorsque, par accident, une union locale de Seine-et-Oise, manquant à la consigne, a fait appel à mon concours pour son meeting du 1er mai, on l'en a puni par un sabotage discret et efficace.

Je dis très franchement que j'avais conçu tout autrement le rôle des représentants de la minorité au sein de la Commission exécutive. Des discussions sérieuses et cordiales, ne débutant pas par des conclusions, et la décision prise, une participation de tous au travail commun, ce sont là, pour moi, les caractères essentiels de la démocratie syndicale.

Mais encore faudrait-il que selon la pensée de Juliette Harzelec, la majorité respecte la minorité — ou, mieux, que les dirigeants de l'Union respectent l'organisation dont ils ont la charge, qu'ils ne laissent jamais le partisan l'emporter, en eux, sur le militant syndicaliste.

C'est déjà grave que les dirigeants de l'Union proclament solennellement leur attachement à leur parti, qu'ils parlent d'y entraîner les douze cent mille syndiqués de l'Union, qu'ils reprennent, dans toutes les manifestations publiques de leur activité, toutes les formules de ce parti, sans mesure, ni retenue; même lorsqu'elles aboutissent à développer l'atmosphère d'union sacrée et la psychose de guerre.

C'est encore plus grave de les voir, au nom de l'Union, participer à un meeting qui est réuni pour approuver, en des termes d'une brutalité inouïe, les exécutions de Moscou.

Naturellement d'autres formations politiques réagissent contre cet impérialisme d'un parti, dont la discipline même aggrave les responsabilités de tous ses membres. Et nous voyons certains syndicats déjà rudement secoués par des luttes partisanes...

ENTRE NOUS

Il nous a fallu boucler ce numéro le 6 mai, et sans pouvoir y dire ce que nous voulions dire de la fraîche actualité, les décrets-lois et la nouvelle dévaluation en particulier. C'est le sort de la revue de ne pouvoir suivre la cadence des événements, d'autant que cette cadence se fait singulièrement rapide.

Côté administration, une seule nouvelle : augmentation de 5% à la date du 1er mai, date de revision des salaires du Livre en application de l'échelle mobile incluse dans les conventions collectives. On le voit, il est nécessaire que nos camarades redoublent d'activité pour la R. P. *si nous voulons pouvoir tenir le coup.*

Sans doute aurons-nous l'occasion d'en parler avec nos amis de province qui viendront, pour la Pentecôte, à la Conférence nationale convoquée par le Centre syndical d'action contre la guerre.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).  *Le gérant :* M. CHAMBELLAND.

Une brochure syndicaliste d'actualité

Maurice Chambelland

LES DEUX GRANDES DUPERIES DU « STATUT MODERNE DU TRAVAIL »



Nous avons décidé de reproduire cet article en une brochure de propagande à bon marché. Elle permettra à nos amis de montrer aux travailleurs combien il serait illusoire de s'en remettre aux surarbitres pour la fixation des augmentations de salaires. Combien, aussi, il serait vain d'attendre des résultats positifs de la fameuse formule de la « neutralisation des usines ». Et combien, en définitive, la position de la C.G.T. est contraire aux intérêts ouvriers.

Une brochure à répandre dans les ateliers

Le « Statut moderne du travail » est à l'ordre du jour. Il représente une tentative d'union sacrée sur le plan économique. Profitez-en pour diffuser le point de vue du syndicalisme révolutionnaire. C'est la seule voie libératrice. Indiquez-la à vos camarades de travail.

Adressez vos commandes à la « Révolution Prolétarienne », **54, rue du Château-d'Eau,** Chèque postal 734-99 Paris.

PRIX DE LA BROCHURE DE 16 PAGES : 0 FR. 50

Les 50 brochures : 22 fr. — Les 100 : 40 fr. — Les 500 : 175 fr.